



NPA

POUR UN
**NOUVEAU
PARTI
ANTICAPITALISTE**
www.npa2009.org
**Educ'Nat
Ile de France**

Nous sommes des milliers de travailleur-s-es, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, des jeunes, des retraité-e-s, des précaires, des militant-e-s politiques, associatifs, syndicaux, nouveaux ou anciens. Nous avons décidé de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot à construire ensemble un Nouveau Parti Anticapitaliste. Nous voulons rassembler dans un même parti ceux qui veulent en finir avec le capitalisme. Nous vous appelons à construire toutes et tous ensemble une gauche qui ne renonce pas, une gauche de combat pour changer le monde.

Pour prendre contact :
Envoyez vos coordonnées à NPA Educ'Nat, 2 rue Richard Lenoir 93000 Montreuil
Prénom :
Adresse :
Tel :
Mail :

Après le 12, on continue pour GAGNER !

Contre les suppressions de postes à l'éducation nationale, pour une embauche massive dans les services publics

Cette année, comme les précédentes, apporte son lot de suppression de postes à l'Education nationale. Le gouvernement a d'ores et déjà annoncé 16500 suppressions de postes pour 2010. Une diminution drastique des personnels qui s'ajoute aux 45000 postes déjà supprimés depuis 2005 et s'inscrit dans l'objectif défini par la RGPP de 80000 postes en moins d'ici la fin du quinquennat de Sarkozy.

Ces chiffres sont loin de correspondre à une réalité démographique dans laquelle le nombre d'enfants scolarisés diminuerait. Ainsi, 45000 élèves de plus sont attendus à la rentrée prochaine. Ces suppressions de postes obéissent à une logique budgétaire qui vise à réduire les dépenses de l'Etat et toutes les réformes menées par le gouvernement en matière d'éducation relèvent de ce postulat de départ.

Pour pallier les effets de la diminution du nombre de fonctionnaires dans l'Education nationale, le gouvernement multiplie le recours aux contrats précaires et s'apprête à envoyer à temps plein dans les classes les nouveaux titulaires des concours d'enseignement sans qu'ils n'aient reçu la moindre formation.

Quant aux personnels déjà en place, la suppression du nombre de postes a pour corollaire une dégradation constante de leurs conditions de travail. Il s'agit désormais pour le gouvernement de rentabiliser la productivité des enseignants grâce à l'introduction de techniques managériales importées du secteur privé.

Avec la loi sur la mobilité des fonctionnaires, l'Etat bénéficie d'un levier de plus pour accélérer la suppression des postes dans l'éducation nationale. Désormais, il ne s'agit plus de ne pas remplacer les départs à la retraite mais tout bonnement de licencier les fonctionnaires dont les postes vont être supprimés.

Le gouvernement s'est ainsi doté d'un outil légal pour procéder à une vague de licenciements et à une précarisation de l'emploi public. L'Etat est aujourd'hui le



premier employeur de précaires du pays mais aussi le plus grand licencier. Alors qu'une crise économique et sociale touche les travailleurs de plein fouet, que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter, Sarkozy se comporte comme les dirigeants des grandes multinationales en supprimant des milliers de postes dans la fonction publique.

Il ne s'agit plus dès lors d'exiger l'arrêt des suppressions de postes mais de réclamer la titularisation de tous les précaires et une embauche massive de personnel pour des services publics de qualité.

La question des postes doit être au cœur des revendications car elle constitue le point nodal de toutes les réformes menées dans l'Education nationale comme dans les autres services publics. Elle seule peut permettre d'unifier tous les secteurs et de construire un mouvement d'ampleur.

Retrait des réformes rétrogrades

La « réforme » Chatel du lycée va aggraver les conditions de travail des personnels tout en réduisant l'offre éducative pour les jeunes. De nombreuses matières sont visées, que ce soit en termes de réduction des horaires, de suppression dans certaines classes (Histoire-Géographie en TS, Maths en 1ère L) ou de volonté de conformer les programmes aux souhaits du MEDEF (Sciences Economiques et Sociales).

Que ce soit contre les suppressions de postes ou les réformes rétrogrades, si nous voulons gagner, il ne suffira pas de la journée du 12, mais il convient de continuer après cette date, de mettre le gouvernement sous pression afin qu'un mouvement de la maternelle à l'université de toute l'éducation puisse gagner. Il en va de la défense du service public.